

La solidarité est souvent criminalisée

J'ai appris la différence entre l'espoir et l'espérance. Les Français utilisent deux mots pour désigner l'espoir. Ce n'est pas le cas en néerlandais. On pourrait dire « espoir » et « attente », mais l'espérance doit être comprise dans un sens beaucoup plus large et orienté vers l'avenir.

Avant le début de l'assemblée générale officielle du CINGO* (13-16 octobre), une journée d'étude a été organisée pour les organisations catholiques (40) représentées à cette assemblée. Cette journée servait également de préparation à une réunion des ONG catholiques fin novembre à Rome. Le modèle européen de représentation des organisations catholiques, qui collaborent ici avec 260 autres organisations à la « société civile » dans le cadre du Conseil de l'Europe, est unique au monde. Le Vatican souhaite en entendre parler fin novembre avec 52 autres ONG du monde entier. Le nonce apostolique de Strasbourg sera également présent. Ce sont tout de même des canaux qui nous sont propres et qui peuvent être utilisés. La Caritas catholique, par exemple, est très forte en Europe.

Mais cette fois-ci, le Cingo lui-même était très chargé en raison de questions graves. Les rapports nationaux sur l'état de la démocratie ont particulièrement marqué les esprits. Un rapport sur la Serbie a fait forte impression. On y entend des choses qui ne sont pas relayées par les médias. Nous avons vu ici quelque chose de la répression des soulèvements étudiants et de la violence brutale de la police, mais le fait que cela soit catégoriquement nié lors des discussions avec les membres de la commission est très dur. La Serbie est un autre monde, a-t-on dit, mais ils veulent faire partie de l'Europe. Ils remplissent les formulaires avec un langage correct, mais la réalité est désastreuse et ne s'améliore pas. Le médiateur a par exemple déclaré que le féminicide n'existait pas. Le gouvernement teste les limites de ce qu'il peut faire. La visite d'une commission d'ONG dans un tel pays contribue alors à l'évaluation de la Serbie en matière d'adhésion à l'UE. J'ai déjà rendu compte de la situation en Géorgie. La situation des pays situés à la frontière de l'Europe avec la Russie en matière de droits de l'homme et de démocratie se détériore presque partout. Cela concerne également la Grèce et la Slovaquie. Cela fait de l'effet, surtout lorsque les rapporteurs donnent leurs impressions personnelles. Ces pays sont membres du Conseil de l'Europe, mais ne respectent pas les normes humanitaires qui ont été fixées. À ma question de savoir si les Églises de ces pays offrent encore un contrepoids, la réponse est très négative. Elles sont (très) conservatrices et profondément liées au régime en place.

Un document très important sur la situation (défavorable) des migrants en matière de logement a été adopté. Il est difficile de le faire accepter par le Conseil des ministres, mais cela finira par aboutir par des voies détournées.

L'adoption d'une déclaration sur Israël et la Palestine a bien sûr été très difficile. Notre « club » (Réseau Européen Eglises et Libertés) avait insisté sur ce point et le soussigné a également contribué à la rédaction du texte. Tout a été soigneusement pesé et le texte final était équilibré, mais il y a eu beaucoup d'abstentions après une discussion émotionnelle. Des organisations juives sont également membres du CINGO. L'émotion est compréhensible, mais elle se ressent jusqu'au plus profond de soi.

Henk Baars, chef de délégation du Réseau Européen Églises et Libertés

*(CINGO : Conférence des OING, un des quatre piliers du Conseil de l'Europe représentant la société civile)